

Le Courriel d'information

n°350 – Vendredi 19 juillet 2002

L'OCDE DOIT REVOIR SA COPIE

Dans ce numéro

Débat. Ne croyez pas à l'économie orthodoxe !

Réponse à l'étude de l'OCDE " Instabilité du marché des changes et taxe sur les transactions de change " (La taxe Tobin : Peut-elle marcher ?) – Voir Grain de sable 342 et 344

Par Heikki Patomäki
Traduction : Yves Moy. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)

Alors que l'économie classique reposait sur l'idéologie de l'Empire britannique, l'économie néoclassique repose sur l'idéologie du nouvel Empire de la mondialisation.

L'économie néoclassique est fondée sur un ensemble de suppositions relativement simples. Tout le développement économique peut être analysé en termes d'offre et demande sur les marchés. L'axiome de base de l'économie orthodoxe est que les prix, qui sont librement déterminés sur des marchés ouverts, assurent de façon optimale la conciliation de l'offre et de la demande. Le terme technique qui décrit cette conciliation est "l'équilibre", mot qui est emprunté à la mécanique de Newton. L'affirmation est que l'équilibre sur des marchés ouverts, libres, maximise aussi l'efficacité économique et le bien-être général de la société, conçue simplement comme une somme d'individus hédonistes essayant d'optimiser leur utilité sociale et leur consommation.

L'étude de l'OCDE, "Instabilité du marché des changes et taxe sur les transactions de titres", est basée sur cette théorie et cette idéologie. Quand elle est appliquée aux marchés financiers, l'économie néoclassique suppose :

— 1) que les marchés financiers sont déterminés par des événements se produisant dans des marchés non financiers (travail, production, consommation, etc.), c'est-à-dire que les marchés du crédit, des actions et des changes reflètent correctement les développements de l'économie ;



— et 2) que les marchés financiers et les autres marchés sont en "équilibre" simultané ou sont déterminés par un équilibre immanent.

Cependant, dans certains contextes, un "échange parasite" peut entraîner des réactions excessives et de ce fait le "débordement" des prix du marché. Bien que généralement efficaces et remplissant bien leur fonction, les marchés financiers peuvent parfois aussi entraîner des perturbations passagères.

L'étude de l'OCDE débute par ceci : "Les marchés des changes sont essentiels au fonctionnement de l'économie internationale. Cependant, ils paraissent quelquefois extrêmement instables et par moments leurs mouvements ont été interrompus."

Une attention particulière est portée aux effets potentiels de la taxe Tobin. Cependant, tous les points qui s'ensuivent contre la taxation des transactions de change sont basés sur des concepts et des distinctions dérivés de l'économie néoclassique.

Par exemple, il est soutenu qu'une "taxe Tobin" pénalise les échanges qui ont lieu à un rythme rapide sans faire la distinction entre les échanges qui "aident à ancrer les marchés en fournissant de la liquidité et de l'information" et ceux qui peuvent être qualifiés d'"échanges parasites déstabilisants".

Comment est faite cette distinction ? L'idée néoclassique est que l'échange de liquidités est rationnel et qu'il augmente ainsi l'efficacité des marchés, alors que certains échanges peuvent être qualifiés de simple "bruits" dans des marchés par ailleurs efficaces (le terme de "bruit" fait référence à la notion statistique d'"aléatoire"). En fait, cette distinction présuppose la notion d'"équilibre efficace" au sens de Pareto, par laquelle on mesure si l'échange est rationnel ou simplement du "bruit". La notion d'"équilibre efficace" est purement théorique, en réalité imaginaire. Les théoriciens de l'équilibre eux-mêmes ne savent pas ce que "l'équilibre efficace" pourrait désigner dans le monde réel (en dehors de modèles fictifs).

Un autre présupposé typique de l'économie néoclassique est que "l'équilibre efficace" (imaginaire) entre les acteurs dans un marché donné augmente l'efficacité de l'économie considérée comme un tout. Ainsi, les effets de la taxe Tobin peuvent être analysés simplement en termes de coût pour les intervenants sur les marchés des changes. Dans cette optique, affirme le rapport de l'OCDE, ils sont mitigés. "Si une taxe Tobin devait réduire l'instabilité, le prix des instruments de couverture devrait baisser de manière significative." Mais "du côté du coût, l'instabilité pourrait augmenter plutôt que diminuer, à cause d'un effet indirect sur la liquidité, et la taxe Tobin pourrait frapper particulièrement les échanges avec un faible prix de couverture". De nouveau, le contre-argument s'appuie sur la notion d'"échange de liquidités", qui est dérivée du concept d'"équilibre efficace".

Et ainsi de suite. La plupart des arguments qui suivent présupposent l'affirmation néoclassique que, en général, les marchés du crédit, des actions et des changes reflètent correctement le développement économique, par exemple qu'ils répondent aux changements des "fondamentaux économiques". L'étude de l'OCDE admet que "l'instabilité dans les marchés des changes de fréquence mensuelle ne peut pas facilement s'expliquer en observant les mouvements de ce que l'on pense être des fondamentaux économiques sous-jacents". Ce qui est important, cependant, c'est la façon dont ce problème est conceptualisé. En partant du fait que les données disponibles ne sont pas "concluantes" (comme si elles pouvaient l'être !), une série d'hypothèses ad hoc dans la ligne orthodoxe sont avancées. Plus important encore, l'étude de l'OCDE avance que la distinction entre l'information publique et privée pourrait expliquer la corrélation entre le volume des échanges et l'instabilité. "Il apparaît qu'une partie assez grande de l'instabilité est associée à l'information privée, mais cela n'implique pas nécessairement qu'une telle information ne soit pas liée au développement des fondamentaux." L'OCDE n'étudie pas le lien entre l'"information privée" et les fondamentaux économiques, mais affirme aux lecteurs qu'il pourrait bien exister. En bons croyants en l'orthodoxie néolibérale, les lecteurs des études de l'OCDE pourraient être enclins à prendre cela au sérieux.

Ne croyez pas en l'économie orthodoxe. Tout l'édifice de l'économie néoclassique est - pour paraphraser Emmanuel Kant - comme "la maison de Swift, que l'architecte a bâtie en si parfaite conformité avec les lois de l'équilibre que dès qu'un moineau s'est posé dessus, elle s'est effondrée". En fait, cet édifice est déjà tombé maintes fois. Beaucoup d'économistes ont montré que quasiment chaque postulat de cette construction était indéfendable. Il faudrait mener des études scientifiques sociales pour expliquer comment et pourquoi les économistes néoclassiques n'en ont pas moins continué comme si la critique n'avait jamais eu lieu.

Indépendamment de la plausibilité du postulat que la société consiste en une somme d'individus hédonistes qui essaient d'optimiser leur utilité sociale et leur consommation, rien dans les théories de l'économie néoclassique ne marche vraiment. Les représentations standard de la courbe de l'offre et de la demande sont fausses et induisent en erreur. En conséquence, les prix fixés par les "marchés libres ouverts" ne maximisent pas le bien-être. Également, les postulats qui sous-tendent "l'hypothèse des marchés financiers efficaces" ne tiennent pas. Comme les acteurs financiers font des échanges dans des systèmes ouverts, il n'est pas possible qu'ils aient des visions sur le futur identiques et précises. C'est pourtant précisément ce postulat qui sous-tend la notion de l'échange rationnel menant à un "équilibre efficace".

Et, comme on l'a déjà dit, la notion d'équilibre elle-même est irréelle. Elle ne réfère à rien dans le monde réel. Même en tant que construction théorique, elle est profondément défectueuse. Car s'il y avait un équilibre unique optimal au sens de Pareto dans un marché donné, les modèles néoclassiques n'auraient rien à dire sur la façon d'y parvenir. En outre, si une description acceptable d'un marché rend compte d'une situation donnée, elle doit aussi rendre compte de beaucoup d'autres situations. Même si la description du marché était fondée sur des postulats réalistes, si chacun de ces équilibres était optimal au sens de Pareto et s'il y avait un moyen clairement indiqué d'y arriver (aucune de ces conditions n'est habituellement réalisée, ni peut-être réalisable), les modèles n'expliqueraient en rien pourquoi "l'efficacité" au sens étroit des marchés financiers améliorerait vraiment l'efficacité de l'économie considérée comme un tout.

Depuis Veblen et Keynes, les économistes hétérodoxes ont soutenu que le crédit et les marchés financiers secondaires sont partiellement autonomes et nullement synchronisés avec les autres marchés. Qui plus est, si on la laisse se développer librement, la finance peut prendre le pouvoir sur la manière dont l'économie de marché capitaliste fonctionne et se développe. En effet il semble que, depuis les années 1970, l'économie du monde est de plus en plus dominée par la "haute finance", qui détermine ses propres valeurs et a aussi le pouvoir de façonner beaucoup d'autres processus.

Nous devrions demander : quelles sortes de mécanismes ou de systèmes de cause à effet produisent (in)stabilité financière et crises occasionnelles ? Est-ce que l'instabilité financière et les crises ont de réelles conséquences causales sur la façon dont les économies de marché capitalistes fonctionnent ? Nous devrions poursuivre en demandant : Quel est le pouvoir des acteurs financiers pour transformer les mondes socioéconomiques, à leur propre bénéfice ? Quel est le pouvoir structurel de la finance sur, disons, les politiques économiques des États ? Et quels en sont les effets retour potentiels sur la reproduction et la transformation de ces structures qui tendent à produire instabilité et crises ?

Ce sont quelques-unes des questions que l'économie néoclassique ne peut même pas évoquer. Pourtant celles-ci devraient figurer parmi les questions-clés de toute évaluation correcte de l'intérêt de mesures telles que la taxe sur les transactions de change. À la suite de Keynes, Tobin soutint au départ qu'une finance sur-disponible et "efficace" équivaut à une vue à court terme et donc à des investissements irrationnels. Cela génère un manque d'autonomie des États pour déterminer leur politique économique et une désallocation générale de ressources. D'où le besoin de "jeter du sable dans les roues de la finance".

Cependant, cet argument contre le pouvoir des flux financiers à court terme peut être généralisé, pour couvrir aussi plus généralement la capacité de transformation de la finance mondiale. À cause des interdépendances mondiales, les fluctuations financières ont des conséquences d'une grande portée sur les vies de ceux qui ne tirent aucun bénéfice d'activités financières et qui n'ont pas voix au chapitre dans les décisions et les aménagements qui dérangent soudainement leurs vies. En d'autres termes, les millions de gens qui supportent les conséquences des crises financières récurrentes semblent recevoir une punition sans avoir commis de crime. Beaucoup (ou même la plupart) des rares responsables avérés sont secourus ou reçoivent une caution, c'est-à-dire ne semblent pas recevoir une punition même quand ils ont fauté. Au contraire, ils peuvent continuer à profiter de leurs privilèges. Le principe "les profits pour les individus, les risques pour la société" n'est pas équitable au sens d'un traitement égal de chacun. De ce point de vue, une taxe affaiblirait ces dépendances et réduirait les risques de crises. Qui plus est, des revenus pourraient être transférés depuis les "spéculateurs" pour améliorer les conditions de ceux qui sont touchés effectivement ou potentiellement par le casino mondial.

Un argument plus général du point de vue de la justice pourrait partir de l'affirmation que les

marchés financiers mondiaux sont coresponsables de l'extension des disparités mondiales. Cela est aussi inutile qu'injustifié. Sur la base des (inter)dépendances réelles et efficaces à juste titre, il est aussi possible de mettre en place des règles généralisées - même contestées - de justice distributive à l'échelon mondial. Il doit aussi y avoir un engagement de transformer le caractère et le pouvoir des acteurs, ainsi que la structure des institutions, afin de réduire perte de pouvoir et vulnérabilité. De ce point de vue, la taxe Tobin est un pas important vers de plus justes pratiques de gestion mondiale. Elle rapporterait des revenus provenant des acteurs financiers opérant sur les marchés des changes et générerait des fonds publics, qui peuvent être utilisés pour profiter aussi aux moins nantis.

Autre approche, l'idéal partagé de la démocratie constitue aussi un argument en faveur de la taxe Tobin. En fait, certains des arguments ci-dessus peuvent être facilement transformés en un plaidoyer pour la démocratie. Par exemple, la défense par Tobin de l'autonomie des politiques économiques nationales est un argument pour l'autodétermination démocratique des politiques économiques (dans les frontières d'un État-nation). De la même manière, si la préoccupation principale est que ceux dont les vies sont transformées par les conséquences des résultats financiers n'ont pas leur mot à dire sur les aménagements financiers, l'argument porte réellement sur l'autodétermination démocratique des citoyens dans un monde interdépendant. La démocratisation concerne aussi la prise de pouvoir par les sans-pouvoir, pour obtenir le droit égal, effectif dans la pratique - bien que pas nécessairement réalisé -, de chaque personne de prendre part à l'autodétermination collective. Les tentatives de contestation des rapports de force mondiaux soulèvent des questions originales sur la démocratie. Qu'elle soit reconnue ou pas, la taxe Tobin semble aussi ouvrir une discussion sur la démocratie mondiale.

Plus généralement, la défense de la taxe Tobin peut également se faire en termes d'émancipation humaine. Les doctrines proclamant que les arrangements institutionnels actuels de la finance mondiale sont naturels et "optimalement efficaces" sont fausses. Pourtant, ces idées fausses sont nécessaires à la reproduction des pratiques financières et des relations de pouvoir associées. À cause de leurs fondements erronés, ces pratiques et ces relations devraient être changées. Bien que ce ne soit pas la panacée pour soigner toutes les maladies causées par les marchés financiers mondiaux, la taxe Tobin produirait une partie des résultats désirés ou nécessaires. Désormais, on peut dire que la taxe Tobin constitue une étape d'émancipation dans le sens de "la transition allant d'une situation non voulue, non nécessaire et oppressive vers une situation voulue et/ou nécessaire et donnant du pouvoir, ou plus prospère".

En résumé, le problème de l'étude de l'OCDE "Instabilité du marché des changes et taxe sur les transactions de titres" n'est pas seulement que beaucoup (sinon la plupart) de ses arguments présupposent des constructions théoriques fausses. D'une manière tout aussi importante, le problème est qu'elle limite conceptuellement la taxe sur les transactions de devise à une question d'efficacité économique. Beaucoup d'autres valeurs très importantes sont en jeu, incluant les relations de pouvoir, l'autonomie, la démocratie, la justice et l'émancipation humaine.

Heikki Patomäki
Contact pour cet article. heikki@nigd.u-net.com

Sources

- Bakar, Roy (1993): Dialectique. La Pulsion de Liberté, Verso : Londres.
- Hardt Michael & Antonio Negri (2001) : Empire, Presse de l'Université d'Harvard : Londres & Cambridge, MA.
- Keen, Steve (2001) : Déboulonner l'Economie. L'Empereur Nu de la Science Sociale, Pluto & Zed : Annandale & Londres.
- Lawson, Tony (1997) : Economie et Réalité, Routledge : Londres & New York.
- Patomäki, Heikki (2001) : Démocratiser la Mondialisation. Le Levier de la Taxe Tobin, Zed : Londres & New York.
- Patomäki, Heikki (à paraître) : "Une Approche Réaliste Critique de l'Economie Politique Mondiale", chez J.Cruickshank (ed.): Réalisme Critique : Quelle Différence Cela Fait-Il ?, Routledge : Londres & New York, à paraître en Jan/Fev 2003.

Débat. Fausses critiques et vrais enjeux

Par Örjan Appelqvist. ATTAC Suède

La Taxe Tobin, est-elle viable? Voilà la question que pose M. Helmut Reisen, économiste de l OCDE, dans Grain de Sable 342. Il parvient à un résultat sceptique: Il doute que les recettes d une Taxe Tobin (en langue économique : TTC – Taxation des Transactions de Change) soient aussi importantes qu on le pense parfois. Et il doute aussi qu une TTC à elle seule soit une mesure efficace contre les crises financières.



Il avance en outre toute une série d'arguments dont certains reposent sur des malentendus, d'autres sur une ignorance du débat mené par des économistes hors des établissements internationaux dominants. Et surtout il ne dit mot du fond du problème: les effets pervers de la déréglementation neo-libérale des dix dernières années.

On peut volontiers donner raison à M Reisen sur deux points:

1. Une TTC ne baisse pas automatiquement la volatilité sur les marchés de change.

2. La TTC ne suffit pas comme moyen pour le transfert de ressources nécessaire pour arriver à un développement social équilibré à l'échelle mondiale.

Cela dit le fait est néanmoins que les arguments pour l'Instauration d'une TTC (régionale et plus tard mondiale) sont plus forts que jamais aussi bien à cause du développement de l'économie mondiale que du débat économique mené ces dernières années.

L'argument de M Reisen a pourtant le mérite de s'attaquer à une ambiguïté dans la redécouverte de la TTC au milieu des années 90. Quel est en effet le but principal d'une TTC, est-il économique ou social? Quand elle à été proposé par Tobin dans les années 70 c'était pour contrarier la volatilité des marchés de change, pour augmenter la marge de manoeuvre de la politique économique des gouvernements.

Quand le sujet à été relancé par le PNUD en 1995 c'était contre le fond de la crise économique de l'ONU (largement causé par le fait que les Etats Unis accumulaient des dettes envers l'organisation) et le constat de la faillite de la stratégie neo-libérale de mondialisation d'endiguer les problèmes de la pauvreté mondiale. Cette fois-ci, c'était plutôt les recettes possibles d'une TTC qui était mis en avant: on y voyait un outil qui rendrait possible des efforts très vigoureux pour soutenir le développement social pour la majorité de la population mondiale, vivant en dehors de la triade riche (EU, UE et Japon).

S'Il fallait un exemple, la crise financière en Asie de 1997 était la démonstration éclatante de l'Influence destructive de la déréglementation des marchés financiers internationaux sur les économies nationales et pour des millions de gens pauvres dans ces pays. C'est de ce moment-là que le nouveau mouvement "anti-mondialiste" ou plutôt "altermondialiste" s'est emparé de la cause d'une TTC comme outil de changement.

Nous avons souvent utilisé la "Taxe Tobin" dans un but propagandiste: pour montrer la possibilité de trouver des ressources pour un autre développement social. C'est dans ce contexte que nous avons avancé les divers chiffres de recettes possibles dont M Reisen fait mention. Il faut à mon avis faire une distinction nette entre cette utilisation propagandiste et le raisonnement rigoureusement économique en faveur de la TTC. Il faut faire la distinction entre ce qui est le motif principal de la TTC et ce qui en sera un effet secondaire.

POURQUOI UNE TTC?

M Reisen bâtit son argumentation sur la thèse que la TTC soit avant tout un moyen d'avoir des recettes pour une aide internationale. C'est un malentendu: dès le début la proposition de Tobin a eu comme motif principal de remédier au mauvais fonctionnement des marchés de devises. La force de ce motif est d'autant plus grand aujourd'hui, avec la dégénérescence du marché des transactions de change en casino.

Le marché des devises est censé avoir deux fonctions: primo d'approvisionner le marché mondial avec assez de liquidités pour que le marché de biens ne soit pas entravé ; secundo d'ajuster les cours des devises aux fondamentaux économiques des divers pays. Aujourd'hui, quand le volume journalier des transactions de change est plus de 50 fois le volume du marché de biens, on peut bien le qualifier de "sur-liquide". Et le fait que 80% des transactions en 1998 avaient une durée de moins d'une semaine (le terme d'usage est "hot potatoes") reléguaient les considérations sur les fondements économiques des devises en question tout en arrière-plan: tout l'Intérêt des acteurs sur cette scène est concentré sur les attentes des autres acteurs. Ce n'est plus un marché, c'est un casino avec un penchant permanent vers des réactions exagérées (le terme est "over-shooting"). Dernièrement les gens en Turquie et en Argentine en ont fait les frais.

Il faut être clair là-dessus: le motif central pour l'Instauration d'une TTC est d'ordre économique – il sera une des composantes nécessaires dans des reformes pour sauver l'économie mondiale de ses aberrations neo-libérales actuelles, de rétablir un meilleur fonctionnement des marchés financiers et de ces articulations avec les divers autres marchés nationaux (d'emploi, d'investissements et de biens). Il est vrai que le volume de transactions d'aujourd'hui a pris une telle ampleur



que même un niveau très bas d'une TTC (disons 0,1%) donnera des recettes très importantes – ces recettes ne seront pourtant qu'un effet secondaire, aussi important soit-il.

UNE QUESTION DE JUSTICE SOCIALE

Parmi les économistes libéraux on souligne souvent quand il s'agit des investissements sociaux que toute activité doit financer ses propres frais. Or les acteurs sur les marchés financiers internationaux ne paient manifestement pas les frais qu'ils causent à autrui, que ce soit les économies nationales ou les gens qui y vivent. La forme actuelle, en principe totalement dérégulée, des transactions de change constitue un fardeau sévère pour le développement social à l'échelle mondial, elle constitue ce que les économistes appelles une externalité négative pour celui-ci.

Ce fardeau, cette externalité négative, apparait dans plusieurs aspects. Le caractère casino, la tendance de propagation de toutes les vagues de spéculation poussent tous les états (à l'exception des EU) à maintenir une politique financière restrictive, de créer des fonds financiers accrus pour mieux contrecarrer les risques des ouragans de spéculation. Ce qui veut dire – moins d'espace pour des investissements public, moins d'emploi, moins de possibilités d'aide sociale.

Plus spécialement les économies du tiers monde ou celles dans une situation vulnérable quelconque sont amener à élever les marges des taux (Spread) par rapport aux pays riches pour attirer des ressources financières. Ce qui veut dire renchérissements des investissements privés, asphyxie aussi de l'économie privée.

Finalement – le poids extrême des transactions de court terme sur les marchés financiers implique une course effrénée pour les gains de court terme, une marginalisation de considérations de long terme en ce qui concerne les investissements. Or, ce raisonnement économique sur le long terme est la précondition pour tout ce que touche le développement social équilibré et tenable (sustainable).

Il est donc évident que l'activité actuelle des banques et fonds d'investissements sur le marché des transactions de change constitue un coût considérable qu'il est grand temps qu'ils acquittent. L'instauration d'un TTC est donc une question de justice sociale: qui peut défendre que ces acteurs ne paient pas leurs propres frais?

ELARGIR LE CHAMP DU POLITIQUE

Mais une mesure économique peut être juste sans pour autant être utile. M Reisen s'inquiète notamment sur les effets que pourraient avoir un TTC sur la liquidité des marchés de devises.

Evidemment on pourrait imaginer des taux de taxation qui seraient prohibitifs même pour des ajustements de marchés parfaitement normales. Mais s'il avait mieux suivi le débat des économistes au Parlement Européen et ailleurs, il aurait su qu'on discute des taux de TTC impliquant une réduction par 50% du volume des transactions de change. Le marché resterait tout de même historiquement très liquide: on ne peut tout de même pas prétendre qu'un volume 25 fois supérieures aux marchés des biens entraveraient la libre circulation de biens et des ajustements des cours de devises?

Certainement il y a des questions techniques à préciser, comme par exemple celui du lieu de prélèvement des TTC. Sur ce point on aimerait renvoyer M Reisen et d'autres économistes de l'établissement international aux débats que mènent MM Spahn, Patomäki, Jetin et Schmidt.

C'est parfaitement évident qu'une TTC n'est pas une panacée simple contre les crises monétaires, qu'elle ne sera qu'une des composantes des mesures nécessaires, comme le soulignent des économistes comme MM Eatwell et Taylor. La proposition de Spahn sur une TTC à taux variable semble généralement acceptée, même si les modalités restent à préciser.

Ce qui est déjà clair est néanmoins qu'une TTC, déjà à l'échelle régionale, élargirait le champ du politique d'une manière importante:

- toute réduction du volume des transactions de change implique une augmentation correspondante du poids des banques centrales dans les marchés de devises. Même si leurs réserves de devises n'équivalent qu'à quelques jours d'affaires ce pouvoir pourrait avoir un rôle important.

- l'enregistrement public de toutes les transactions préalable à tout prélèvement fournirait aux autorités publiques un outil essentiel dans la lutte contre les paradis fiscaux et la criminalité organisée internationale.

Ce système d'enregistrement et de surveillance ouvre en outre la possibilité appliquer des mesures plus fortes en cas de dérapages majeurs.

UN CHAMP DE LUTTE



La fusion du débat des économistes engagés et des mouvements sociaux réclamant l'instauration d'une taxe Tobin s'est avérée une force d'opinion publique considérable, on l'a vu au Congrès des Citoyens à Liège et à Porto Alegre. Elle a forcé des instituions internationales de prendre le débat en compte. Si l'opinion pour la TTC aujourd'hui a l'air de piétiner ce n'est pas parce que l'idée s'est montrée impraticable ou inutile, au contraire.

C'est par ce qu'elle se heurte à une résistance idéologique et à des intérêts économiques évidents. Pour tous ceux qui ont pendant longtemps chanté les louanges de la déréglementation néo-libérales il est dur d'admettre que tout redressement de la fonction de marché des transactions de changes passe par une régulation publique, par l'instauration d'une taxation. Et ce n'est pas fortuitement que les représentants des banques se sont montrés les critiques les plus sévères contre la TTC: après tout ils sont les grands gagnants dans ce casino qu'est le marché des transactions de change aujourd'hui.

Et pourtant, la crise monétaire et économique d'Argentine ne sera pas la dernière. Comme le soulignent Eatwell et Taylor, les graves asymétries dans l'économie mondiale ne sont pas seulement un frein pour le développement social des 4 cinquièmes des gens du monde, ils constituent aussi une menace pour les relations dans le groupe G7. Donc, la déréglementation financière néo-libérale a vécu.

Le grand risque c'est peut-être plutôt qu'un autre type de régulation s'installe, une TTC sauce FMI, où les recettes seraient mises au profit des grandes entreprises transnationales et au renforcement des institutions néo-libérales au lieu de devenir un outil pour un développement social équilibré et soutenable.

Pour vaincre les résistances idéologiques, pour empêcher que le Taxe Tobin soit dévoyée, il n'y a qu'un renouveau de la mobilisation politique qui compte.

Örjan Appelqvist
Contact pour cet article. orjan.appelqvist@ekohist.su.se

Pour en savoir plus: en dehors des documents sur les sites www.attac.org le livre de John Eatwell and Lance Taylor (2000) Global Finance at Risk est parmi ceux qui donne un aperçu historique de la problématique.

Débat. Oui à la taxe Tobin !

Interview du Prix Nobel Joseph Stiglitz par la télévision allemande (ARD, Monitor), diffusé le 13 mai 2002.

Interview par Sonia Mikich
Traduction : Mathieu Capcarrère. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)

Sonia Mikich (SM): Chaque jour 1.5 millier de milliard de US-Dollars - c'est le chiffre que j'ai lu quelque part sur le web - sont échangés sur les marchés spéculatifs de par le monde. Il existe aujourd'hui des appels à la taxation de ces flux. Quelle est votre position ?

Joseph Stiglitz (JS): Il y a deux motivations pour introduire une taxe Tobin - qui est le nom d'une taxe sur ce type de mouvements de capitaux : l'une est que nous avons besoin d'une source d'argent pour financer les biens publics globaux. En effet, comme le monde devient de plus en plus intégré sous l'effet de la mondialisation, nous avons de plus en plus de besoins globaux et nous avons des besoins en terme de financement pour lutter contre le SIDA et contre les autres grandes maladies, pour mener la guerre contre le terrorisme, pour créer un meilleur environnement... etc.

SM: ...et pour s'occuper de la pauvreté...

JS: ...pour s'occuper de la pauvreté dans les pays en développement. La question du développement nécessiterait à elle seule 50 milliards de plus pour que l'on atteigne les objectifs minimums du Millenium. Donc nous avons besoin de revenus supplémentaires pour financer ces besoins globaux. Chacun voit bien que cela profitera à tous, je pense. Et nous n'avons pas ces revenus actuellement. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où les USA peuvent prendre en otage le reste du monde. Les Etats-Unis ont décidé qu'ils n'aimaient rien de ce que les Nations Unies aiment, alors ils ne payent plus leur écot. C'est une façon intolérable de gérer un problème dans un environnement international.

La Taxe Tobin est une façon de lever des revenus supplémentaires. Je pense que la Taxe Tobin a une valeur symbolique très forte ! Ce qu'elle souligne, c'est que durant ces dernières années les marchés financiers ont dirigé le monde. Les marchés financiers ont généré de grandes instabilités. Le mouvement libre du capital n'a pas seulement apporté une instabilité à un coût énorme pour les gens des pays concernés, y compris les très pauvres, il a de fait changé le pouvoir de négociation à l'intérieur du pays - en



effet si vous avez un mouvement libre du capital et que vous essayez de taxer le capital, ce dernier vous dit « nous partons ». C'est symbolique, mais c'est quand même plus que symbolique : cela affecte l'avenir en fait.

Ce qui est important c'est que dans la proposition même de la taxe Tobin, l'argent généré doit servir à financer des biens et des services publics. C'est donc plus que symbolique. C'est une reconnaissance que dans cet environnement instable nous avons besoin d'une action collective à un niveau global. Et si nous voulons une action collective au niveau global, alors nous avons besoin de revenus.

Nous avons besoin de ressources pour le développement, pour aider les pauvres, pour attaquer la pauvreté, pour corriger les problèmes mondiaux de la santé, pour corriger les problèmes environnementaux. Nous ne les avons pas encore aujourd'hui, ces ressources, et c'est pourquoi la taxe Tobin réalise deux objectifs en même temps: d une part elle fournit les moyens de s'attaquer à ces très importantes questions à un niveau mondial, d autre part elle apporte une réponse au déséquilibre associé aux mouvements libres de capitaux qui ont créé tant de dégats de part le monde.

SM: Les partisans de cette taxe disent eux-même qu'elle ne peut être qu'une partie d'un mécanisme global- En effet, seule elle ne peut pas grand chose car, comme vous l'avez souligné, il y aurait alors beaucoup trop d'échappatoires - mais à votre avis, l'Europe est-elle une entité suffisamment grande pour commencer ?

JS: Oh oui ! Mon point de vue sur la question est que, par opposition aux taxes sur des choses utiles, même si elle ne réussit pas complètement à stabiliser les marchés financiers, c'est une taxe qui ne peut pas nuire. Vous savez si vous découragez quelques spéculateurs, le monde n'ira pas plus mal. L'efficacité mondiale n'en sera pas affectée.

Ce que l'Europe doit craindre, si elle n'arrive pas à établir une coopération au-delà de ses frontières, c'est que les transactions migrent off-shore, hors de l'Europe. Il est donc important que la taxe touche toutes les transactions de résidents européens quel que soit l endroit où elles se déroulent.

Il faut que cela soit une taxe qui concerne le lieu de résidence et non le lieu de transaction.

C'est très différent de ce qui se passe actuellement en terme de taxation. C'est pourquoi je dis que la question importante est la suivant : pouvez-vous la mettre en pratique ? Je pense que c'est là un problème technique.

SM: technique ou politique ?

JS: Et bien, technique ET politique. Peut-on faire une loi qui ne peut pas être contournée ? Ma principale réserve est que l'application de la taxe aux produits dérivés et aux options semble être très délicate et difficile à réaliser. Je pense que ces problèmes ne sont pas du tout impossible à résoudre mais qu'une réflexion supplémentaire est nécessaire. Les financiers sont très imaginatifs dès qu'il s'agit de contourner les taxes. J'ai pu m'en rendre compte lorsque j'étais à la Maison Blanche. Je ne veux pas une taxe symbolique. Je veux une taxe qui marche.

Contact pour cet article. Sven Giegold ATTAC Deutschland sven@attac.org

(*) coorditrad@attac.org est l adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.